

LE JOUR, 1944
15 JANVIER 1944

UNE POLITIQUE

Ce qui résulte le plus clairement des événements que le Liban a vécu depuis trois ou quatre mois, c'est la nécessité pour nous, (pour nous, Libanais), d'une politique. Nous ne pouvons plus, en nous contenant des cogitations des autres, vivre en marge de cela. Et s'il est exact que tous les Libanais ne peuvent pas être conviés à un tel débat pour des raisons manifestes (par exemple, parce qu'il y a des milliers de Libanais qui ne savent pas lire), il est également évident que beaucoup de Libanais sont parfaitement en mesure de juger de ce qu'il leur faut et de ce qui leur convient. Le malheur, c'est qu'on ne dispose d'aucun moyen légal ou seulement pratique de distinguer entre ceux-ci et ceux-là. Et cependant, tout ce monde parle en même temps et parle à haute voix...

Nous pensons ici depuis longtemps qu'à partir d'un certain niveau intellectuel ou, comme on dit "culturel", chaque Libanais a malheureusement tendance à se constituer en république. C'est le fait d'un individualisme outrancier.

L'ignorance à un pôle, une prétendue omniscience à l'autre pôle, voilà deux positions qui font contraste et qui dérangent singulièrement l'évolution de la cité. Aucun plan d'un côté, parce qu'on se trouve devant un milieu véritablement grégaire ; une multitude de plans de l'autre côté et autant de Lycurges et de Solons.

Entre les deux, il y a, nous ne disons pas un fossé, pour ne pas y tomber, mais une ligne de démarcation qui saute aux yeux.

Ces constatations mille fois faites sous des formes variées et que nous faisons par souci de logique lorsque l'occasion s'en présente, ne doivent pas nous empêcher cependant d'avoir une politique. Politique intérieure, politique extérieure (et politique des Libanais à l'étranger), comme toutes les nations grandes et petites. Il faut que nous sachions ce que nous voulons.

Nous n'irons pas aujourd'hui au fond de la question. Peut-être y viendrons-nous un jour ou l'autre ; mais, c'est rendre la situation plus claire que de signaler aux citoyens qualifiés pour opiner, un de leurs premiers devoirs. Ce devoir rempli, ils seront en mesure de faire l'opinion et de contrôler le régime, puisque le régime sous lequel nous vivons est, et doit être, au moins dans une mesure suffisante, celui de l'opinion.

Et l'un des devoirs majeurs des Gouvernements d'aujourd'hui et de demain est d'aider cette opinion à se former, à prendre conscience d'elle-même, cet effort ayant précisément pour objet de construire une politique.

Les quelques remarques qui précèdent peuvent paraître un peu austères. Nous les croyons quand même opportunes parce que si personne n'en faisait de ce genre, nous risquerions de passer pour un peuple très superficiel, ce qui, Dieu merci, n'est pas le cas.